



N/Réf : 08/11/SG/2017

★ Mobiliser pour Construire ★

ACTION TCHADIENNE POUR L'UNITÉ ET LE SOCIALISME / PARTI RÉVOLUTIONNAIRE POPULAIRE ET ÉCOLOGIQUE
 Chadian Action for Unity and Socialism/Popular and Ecological Revolutionary Party
 (ACTUS/prpe)

E-mails : actus_pr@yahoo.com actus-prpe@club-internet.fr

Togo: L'insurrection populaire au Togo : une légitime réponse à la tyrannie criminelle présidentielle des Gnassingbé, progéniture de la Françafrique.

Déclaration de solidarité de l'ACTUS/prpe à l'insurrection du peuple de Togo, contre la dynastie présidentielle des Gnassingbés, vieille de 50 ans.

Depuis trois mois consécutifs, avec courage, ténacité et détermination, bravant la terreur, la faim, les assassinats, les viols, les arrestations massives, les rafles, les traitements dégradants et humiliants institutionnalisés par le régime du dictateur président autoproclamé de Faure Essozimna Gnassingbé...le vaillant peuple du Togo continue d'organiser des gigantesques manifestations pacifiques dans toutes grandes villes du pays.

Dans certaines grandes villes d'Afrique, d'Europe, d'Amérique, la diaspora togolaise appuyée par les d'autres africains et démocrates occidentaux ont organisé des manifestations et/ou conférences, afin de renforcer la lutte populaire de l'intérieur.

Le pouvoir aphone et aveugle face aux légitimes revendications du peuple, le droit élémentaire à la démocratie à une vie meilleure et humaine, répond aux manifestations pacifiques, comme à l'accoutumée par des répressions sanglantes. En effet, selon l'opposition et la presse, on dénombrerait plusieurs tués par les Forces Armées du Togo (FAT) et leurs supplétifs, la milice du régime, des centaines de blessés dont certains grièvement risqueraient de mourir ou porteraient à vie les séquelles des blessures.

Ce macabre bilan provisoire est le trophée de la chasse à l'homme (au peuple insurgé contre la tyrannie) lors des manifestations des 17, 18 et 19 octobre 2017.

Le crime de lèse majesté commis par le peuple insurgé est de s'opposer de manière pacifique à la révision de la constitution du 27 septembre 1992 par le dictateur Faure Essozimna Gnassingbé. Ce dernier voudrait ainsi institutionnaliser la pérennité de son pouvoir. Aucun peuple au monde n'accepterait de son propre gré de subir des massacres, l'asservissement de spoliation...pendant des décennies comme l'est celui du Togo.

Notre Parti, ACTUS-prpe réitère son soutien et sa solidarité indéfectibles à la légitime lutte du peuple togolais contre la dictature familiale des Gnangsibé, vieille de 50 ans.

Nous transmettons nos fraternelles salutations militantes, et félicitons vivement l'unité d'action de la coalition des 14 partis de l'opposition. C'est la profonde expression des légitimes aspirations du peuple insurgé de Togo.

Les masses populaires togolaises aspirent au bien-être social dont elles en sont privées pour cause de prédation systématique des ressources nationales par cette minorité prédatrice et criminelle constituée du clan présidentiel et les thuriféraires du Parti-état RPT/UNIR.

Dans sa livraison du mai 2008, l'hebdomadaire Jeune Afrique écrit : « *Du jamais vu. Depuis 2006, les prix mondiaux du phosphate s'affolent. En moins de deux ans, le prix de la tonne de minerai brut a été multiplié par sept et celui de son produit transformé, les engrais phosphatés, par quatre ! Rien ne paraît capable d'arrêter cette inflation. Depuis le*



début de l'année, c'est même une tornade qui souffle sur le prix de ce fertilisant incontournable, utilisé à 80 % pour l'agriculture »

Cette manne financière n'a jamais servi à lutter contre la misère dans laquelle vit le peuple. Elle a été systématiquement pillée par le clan présidentiel et ses thuriféraires.

Le peuple est de plus en plus pauvre tandis que la minorité des prédateurs du clan présidentiel et ses thuriféraires sont de plus en plus riches.

L'insurrection populaire au Togo est incontestablement légitime pour tout esprit doté d'humanité infinitésimale soit-elle.

1- La paupérisation du peuple croît exponentiellement, tandis qu'une minorité de prédateurs au pouvoir s'enrichit sur le dos des travailleurs.

Quelques indicateurs économiques, sociales prouvent à suffisance que le Togo s'enfoncé dans la pauvreté, et ce, malgré d'importantes aides multiformes extérieures, les revenus du phosphate, des ressources agricoles, d'élevage, de pêche, et d'une situation géographique propices aux échanges commerciaux avec le monde (Port autonome de Lomé) et enfin une population laborieuse de 7,6 millions d'habitants.

- Selon le classement 2016 du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), le Togo se situe parmi les 36 derniers pays pauvres à faible IDH (Indice de Développement Humain). Il occupe la 166^{ème} place sur 188. En Afrique il trône à la 34^{ème} place sur 54, loin devant notre pays le Tchad, un autre état pétrolier qui ferme le peloton des pays pauvres avec les rangs suivants : 186^{ème} sur 188 et 52^{ème} sur 54.

- Le déficit budgétaire en croissance constante a atteint 9,6% du PIB, tandis que la dette publique à atteint 80.80,8 du PIB entre 2015 et 2016 ; ce taux, qui dépasse le seuil de 70 % requis par l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), correspond au niveau le plus élevé en Afrique de l'Ouest.[Source :Banque mondiale] Le pays est le plus mauvais élève de l'UEMOA en matière de gestion économique du gouvernement de Faure Essozimna Gnassingbé.

Le déficit budgétaire, qui a atteint 7,8 % du PIB en 2015, a toutefois continué de se détériorer en 2016 pour atteindre 9,6 %, tandis que l'accumulation des arriérés de dépenses publiques s'élevait à environ 5,7 % du PIB à la fin de l'année dernière. Le ratio de la dette publique par rapport au PIB a grimpé de 75,6 % du PIB à 80,8 % entre 2015 et 2016 ; ce taux, qui dépasse le seuil de 70 % requis par l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), correspond au niveau le plus élevé en Afrique de l'Ouest.

Sans aucune compassion et pour narguer le peuple, le dictateur président Faure Essozimna Gnassingbé fit une démonstration de force en organisant à la foulée de ce bain de sang le 30 octobre 2017, le Congrès de son parti, le RPT (Rassemblement du Peuple Togolais) créé en 1969 par son père, le dictateur Général Président Eyadéma Gnangsihé. Ce conclave contre les aspirations légitimes du peuple a lieu à Tsévié à quelques 30 kms de la capitale Lomé. Redoutant la colère populaire par la voie terrestre, le dictateur Président Faure Essozimna Gnassingbé a préféré la fuite par les airs : il débarqua en hélicoptère (au frais des sacrifices du peuple), prononça furtivement un discours insipide, irresponsable pendant une dizaine de minutes. Ses paroles étaient méprisantes pour les masses populaires, blasphématoires pour la mémoire des morts et les familles endeuillées par sa soldatesque, ses milices ou escadrons de la mort.

Après trois mois de tueries ordonnées en sa qualité de Commandant suprême des Forces de sécurité et de défense, l'usurpateur du pouvoir du peuple, le squatteur du palais de la Marina barricadé est enfin sorti de son mutisme pour un discours indigne d'un prétendu « Chef d'état » qui devrait plutôt être à l'écoute de son peuple. Cependant, hélas, il demeure de marbre, toujours aphone et aveugle face à la détresse et aux légitimes revendications du peuple.



Le parti-état RPT du père, fut insidieusement débaptisé l'UNIR (Union pour la République) par le fils dans l'espoir de déjouer la vigilance du peuple. Peine perdue, car le masque est tombé. La tyrannie vient de s'illustrer par la méthode criminelle tant adorée et naguère utilisée par son père le dictateur Général-président Eyadéma Gnangsihé. Le peuple insurgé poursuit imperturbablement sa lutte de libération que notre Parti, ACTUS/prpe soutient et adresse sa solidarité panafricaniste anti-impérialiste.

Les 50 années de régime dictatorial familial des Gnangsihé, dont 38 pour le père et 12 pour le fils, ont été notamment l'œuvre de l'impérialisme français (la Françafrique). Ce cancer qui agonise les pays du pré-carré français d'Afrique.

À l'instar du Togo, notre pays le Tchad, en est aussi une des victimes. En effet, depuis 27 ans, le dictateur Général Président Déby, imposé et soutenu par l'impérialisme français contre les insurrections pacifiques et armées du peuple, continue ses crimes contre l'humanité (assassinats, viols, prédatons des ressources nationales, arrestations arbitraires et exécutions sommaires extra judiciaires, traitements dégradants et humiliants, Holdup électoraux...)
[Sources : (Dossiers Noirs n°8 Tchad, Niger : Escroqueries à la démocratie par Oxfam France / Agir Ici, Survie Editions L'Harmattan ,Paris 1996), (La Françafrique : Le plus long scandale de la République par François-Xavier Verschave, Editions Stock, Paris, 1998), (Dossier noir n° 20 Togo, de l'esclavage au libéralisme mafieux Gilles Labarthe, Edition Agone , Paris,2013), (La Croix du 10 février 2008), ("Tchad : sait-on vraiment ce qui se passe ? " par le Pasteur suisse, Roland Hammel, in l'hebdomadaire Jeune Afrique N°1855 du 24 au 30 Juillet 1996)]

Le peuple togolais ne doit pas se laisser anesthésier par certaines déclarations tardives que certains qualifieraient prématurément de cinglant désaveu, voire un lâchage par les Usa et la France du dictateur Faure Essozimna Gnassingbé.

Ces deux puissances impérialistes n'avaient rien vu, rien entendu des crimes contre l'humanité à ciel ouvert commis au Togo depuis 50 ans par les tyrans père et fils Gnangsihé? Les assassinats visibles n'étaient que ceux des 17, 18 et 19 octobre 2017 ? Quelle hypocrisie !

2- L'impérialisme français impose au Togo, le 1^{er} coup d'état militaire. Il continue de diriger son pré-carré d'Afrique par le truchement de ses «Gouverneurs-Délégués Généraux africains»

Il serait judicieux de rappeler que **le père dictateur Général Président Eyadéma Gnangsihé, ex Sergent-chef de l'Armée coloniale française, avait combattu contre les peuples du Vietnam et d'Algérie en lutte pour leurs indépendances respectives.** Agent de la Françafrique, il fut propulsé par étapes à la magistrature suprême du Togo par la puissance coloniale.

En janvier 1963 il participa activement au renversement du premier président togolais, le panafricaniste, nationaliste et anti-impérialiste Sylvanus Olympio. Ce dernier fut assassiné et remplacé provisoirement par Nicolas Grunitzky.

L'impérialisme français vouait une haine tenace à l'encontre de l'ancien président, l'insoumis Sylvanus Olympio, qui naguère mettait déjà en cause la nocivité du FCFA pour le développement de l'économie nationale. Il exprimait sa et sa volonté de frapper une monnaie nationale. Contre ces velléités d'indépendance et afin d'éviter l'effet de contagion, la Françafrique inaugura son 1^{er} coup d'état militaire dans le pré-carré de la France en Afrique.

Cette macabre série noire se poursuit impétueusement contre la volonté des peuples de se libérer de l'asservissement colonial toujours exercé par les gardiens des intérêts de la France, les « Gouverneurs-délégués généraux de la France » en Afrique, représentés par le dictateur Général Président Eyadéma Gnangsihé, le dictateur Président Faure Essozimna Gnassingbé au Togo, le dictateur Général-Président Sultan Déby au Tchad, l'Empereur Bokassa 1^{er} en Centrafrique, le Colonel Moussa Traoré au Mali, Alasane Ouattara le putchiste contre le président légitime , nationaliste et panafricaniste Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire I, le Capitaine Blaise Comparé



l'assassin du Révolutionnaire communiste et panafricaniste Thomas Sankara au Burkina, le mercenaire français Bob Denard aux Comores...[Sources : (Corsaire de la République, par Bob Denard et Georges Fleury, Editions, Robert Laffont, Paris, 1998), (La Françafrique : Le plus long scandale de la République par François-Xavier Verschave, Editions Stock, Paris, 1998)]

Les peuples togolais et africains en lutte pour leur libération ne se laisseraient plus jamais prendre au piège de la prétendue croire la « bonne foi » des puissances impérialistes. Le fondateur de la 5^{ème} république française, le Général De Gaulle n'a-t-il pas affirmé que « les États n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts. » ? C'est ainsi que l'impérialisme français a été l'initiateur ces dernières années des hold up électoraux dans de nombreux pays d'Afrique, en faveur des candidats dictateurs qui garantiraient et défendraient ses intérêts, au détriment des candidats qui défendraient la volonté et les intérêts des peuples.

Il est un constat invariable après tous les hold-up : les puissances impérialistes feignant de déplorer les irrégularités, minimisent leurs conséquences dans les communiqués de leurs prétendus observateurs en ces termes « Les élections se sont déroulées globalement de manière satisfaisante. Les quelques incidents mineurs observés ne sont pas de nature à influencer les résultats proclamés par la Commission indépendante électorale et le Conseil constitutionnel »

Ces élections sont sous contrôle total des dictateurs-présidents en terre françafricaine, car ils nomment leurs proches, à la tête de ces deux institutions.

L'ancien président du Gabon, le pilier de la Françafrique, Omar Bongo déclarait avec cynisme qu'il est inconcevable de perdre une élection en l'organisant lorsqu'on président de la république.

Les puissances impérialistes occidentales n'ont jamais condamné publiquement ces forfaitures commises par les candidats-présidents sortant des présidentielles, en l'occurrence les « Gouverneurs Délégués généraux de la France » en Afrique. De plus, elles n'ont jamais pris des sanctions fermes immédiates, comme le gel des avoirs des prédateurs des clans présidentiels, la suspension de leurs coopérations militaires et policières. Quelques jours plus tard après l'effervescence des élections, ces faiseurs des rois publient des communiqués de reconnaissance, entérinant ainsi l'intronisation des tyrans pour plusieurs années. Et le sang des peuples continuera à couler.

Dans leur promptitude à sauver les tyrans les puissances impérialistes produisent généralement des Communiqués conjoints (de leurs ambassades) vantant les « mesures positives, allant le sens de l'apaisement ». Ces dernières, sont dictées au préalable aux dictateurs fragilisés par les insurrections populaires. L'objectif reste celui de gagner du temps en brisant la montée en puissance de l'élan insurrectionnel des peuples par essoufflement. Les sinistres compromissions des pseudos médiations françafricaines conforteront définitivement les pouvoirs de ces mêmes bourreaux combattus par les peuples.

Les milliers de tués et blessés par balles lors de ces manifestations populaires en terre françafricaine, ne suscitent aucune compassion des gouvernements occidentaux. Leurs Communiqués conjoints ne condamnent jamais les crimes contre l'humanité commis par les militaires, mais demandent en revanche aux peuples victimes, qui manifestent déjà pacifiquement, de ne pas se défendre de manière approprié, en continuant de s'exprimer pacifiquement, alors qu'en face les Forces de l'ordre (plutôt du désordre et de la mort) tirent à balles réelles sur les peuples à mains nues. Demander aux peuples martyrisés de continuer à accepter de se faire exterminer sans se défendre adéquatement, c'est être aussi coupable de crimes contre l'humanité. C'est un acte de non-assistance aux peuples en danger de mort.

Les peuples togolais et tchadiens sont bien en présence d'une hypocrisie, doublée d'une imposture intellectuelle abyssale et d'un cynisme des puissances occidentales dites démocratiques. En effet, au nom de la défense de leurs intérêts et non de celle de l'idéal de la démocratie, des droits de l'Homme, elles deviennent de fidèles alliées des tyrans. Ces puissances impérialistes occidentales font ainsi l'apologie des dictateurs sans aucune compassion pour les peuples suppliciés.



Est-il besoin de rappeler que le dictateur président Faure Essozimna Gnassingbé fut élu à la faveur de hold-up électoraux et au prix d'assassinats de ceux qui refusaient de voter pour sa candidature ?

La pseudo élection (coup d'état électoral) de 2005, après la succession immédiate de son père décédé, a occasionné la mort de plus de 1100 citoyens, poussé en exil plusieurs milliers de togolais vers le Ghana, le Burkina, l'Europe, Asie et l'Amérique. Selon le journal en ligne *Togolais.com* qui publiait une lettre du Président du Mouvement « *Sursaut Togo* », Koffi GNAMNANE, **le Bénin à lui seul compterait 40000 réfugiés togolais.**

Les images des massacres, des scènes de tortures infligées par des militaires sur les civils, les enlèvements des citoyens, les confiscations des urnes par d'autres militaires qui couraient vers leurs véhicules avec leurs « butins »..., ont fait le tour du monde.

Ces films tragiques continuent de heurter la conscience de tous les panafricanistes et démocrates du monde.

Pourquoi ces crimes contre l'humanité n'ont-ils pas effleuré la conscience démocratique de la France et des autres puissances occidentales, qui continuent de garder en estime ce régime abject?

Les trois mandats consécutifs issus des hold up électoraux (2005, 2010 et 2015 du squatteur du Palais Marina, ont tous été adoués et ont bénéficié l'onction des puissances impérialistes occidentales. Ce comportement hypocrite à l'égard du peuple togolais, est insupportable.

Au Togo comme au Gabon, l'impérialisme français qui prétend faire l'apologie de la démocratie, a paradoxalement institué une nouvelle forme de la pérennité de sa domination en imposant aux peuples les « dynasties familiales présidentielles ».

Les dinosaures de la Françafrique de ces deux états, le dictateur Général Président Eyadéma Gnangssibé et Omar Bongo morts de maladies, ont été remplacés par leurs fils successifs Faure Essozimna Gnassingbé et Ali Bongo.

La révolution française de 1789 a permis au peuple de se débarrasser de la monarchie dans l'hexagone. Les français n'accepteraient jamais sa restauration.

Le peuple Togolais rejette énergiquement cette continuité du pouvoir de la « dynastie familiale présidentielle Gnangssibé ». A cet effet, il a lutté contre cette ignominie en votant massivement au référendum de 1992 pour la nouvelle constitution de la IV^{ème} République. **L'acte fondamental du 14 octobre 1992 stipule : « En aucun cas, nul ne peut faire plus de deux mandats ».**

De son vivant, le dictateur Général président Eyadéma Gnassingbé a violé cette pertinente disposition. Aujourd'hui, son fils Faure Essozimna Gnassingbé rêve déjà de battre le record de longévité de son géniteur (38 ans de pouvoir). A cet effet, il a révisé la constitution, l'autorisant ainsi à se présenter aux présidentielles après 2020 date d'expiration de son mandat usurpé en cours. Ce hold up constitutionnel qui permettrait d'instaurer la « présidence à vie » est insupportable pour le peuple togolais.

Les manifestations pacifiques de ces trois derniers mois sont une réponse légitime à cette volonté monarchique du dictateur président autoproclamé de Faure Essozimna Gnassingbé.

Pourquoi ce silence complice des puissances impérialistes dites démocratiques pendant un demi siècle de génocide du peuple togolais par la tyrannie dynastique des Gnassingbés? Pourquoi n'avaient-elles pas défendu la démocratie au Togo tant réclamée par le peuple, en prenant des sanctions fermes contre leurs poulains ? Où étaient l'UA, l'OIF, l'UE, l'UEMOA, l'ONU..., et certains chefs d'états africains qui ont subitement découvert leurs « talents de fins négociateurs » entre le peuple insurgé du Togo et l'usurpateur du pouvoir populaire Faure Essozimna Gnassingbé? **La responsabilité des gouvernements français successifs dans la pérennisation des régimes dictatoriaux criminels en Afrique francophone, est une guerre déclarée aux peuples qui luttent pour la démocratie.**

Le ferme soutien de la France aux tyrans est aussi basé sur les accords de coopération militaire et policière. Les coopérants français officiers et instructeurs encadrent l'armée togolaise. Ils interviennent



dans la formation des militaires et policiers, et en qualité de conseillers à l'État major des Forces Armées Togolaises (FAT) [(Source Survie, « Coopération sécuritaire avec un régime criminel », Billets d'Afrique n°245, avril 2015]

Le Rapport parlementaire du 5 avril 2011 mentionne : **« La République du Togo figure parmi nos priorités puisqu'elle se situe au 3^{ème} rang de nos partenaires, avec 3,6 millions d'euros en 2011 »**

Ces militaires et policiers togolais, véritables milices au service des tyrans Gnangsisibé père et fils formés par les coopérants français, détachés au sein des FAT continuent à tuer les manifestants pacifiques. Cette tragédie dure depuis 50 ans sous la dictature Gnassingbéne bénéficiaire du parapluie de l'impérialisme français.

Le soutien inavouable de la France au dictateur Général-président Eyadema Gnangsisibé, père de l'actuel squatter du palais Marina, lui a permis de trôner pendant 38 ans sur le Togo, et ce malgré des actes de délinquance internationale commis. L'association française Survie écrit à ce sujet dans son billet du 5 février 2005 : **« L'argent des phosphates togolais n'a cessé d'alimenter les caisses noires de la Françafrique. Les trafics d'armes du régime Eyadéma, dénoncés par l'ONU, n'ont cessé d'aider les alliés inavouables de la Françafrique, comme Jonas Savimbi ou Charles Taylor ».**

L'une des stratégies de la Françafrique afin de prolonger la survie au pouvoir de ses soldats confrontés aux insurrections populaires, c'est d'initier les pseudos médiations. L'exemple ivoirien de médiation à la sauce de la Françafrique a été un subterfuge qui a permis le coup d'état électoral d'Alassane Ouattara contre le Président légitime, l'insoumis Laurent Gbagbo. Ce dernier fut capturé par l'armée française le 11 avril 2011 après bombardement de son palais. L'armée coloniale d'occupation a procédé à sa déportation à la prison de La Haye en Hollande le 29 novembre 2011, pour y être jugé par la CPI (Cour Pénale Internationale).

Depuis lors, ce héros africain insoumis à la Françafrique, croupi dans les geôles européennes. Les peuples togolais et africains continueraient-ils d'encaisser sans réagir adéquatement à ces humiliations permanentes de notre continent par les puissances impérialistes occidentales? Nos peuples ne devraient-ils pas réagir contre les « médiations piégées » des marionnettes bien connues de la Françafrique ?

La répétition des scénarii de ces dictateurs «facilitateurs» de dialogues entre les peuples aux légitimes revendications, et les illégitimes desseins des tyrans, est insupportable. Ces manœuvres sordides préparent en général d'autres massacres plus importants quand le dictateur rescapé de la vindicte populaire est conforté sur son trône.

Le dictateur Faure Essozimna Gnassingbé est l'un des bénéficiaires de ces médiations criminelles de la Françafrique. Ce sont elles qui ont garanti à trois reprises ses hold up électoraux susmentionnés et la survie de son pouvoir.

Outre ces manœuvres dilatoires, **l'impérialisme français intervient parfois militairement afin de maintenir au pouvoir ses petites créatures sataniques maléfiques ou de les absoudre de la vindicte populaire. Ce fut le cas au Tchad où le dictateur Général Président Sultan Déby avait été sauvé in extremis grâce à l'intervention de l'Armée française en février 2008, lorsque les Forces de résistance nationale (bras armé du peuple insurgé) avaient encerclé le palais rose de NDjaména. [Source : La Croix du 10 février 2008].**

Au demeurant, rappelons que le tyran tremblait dans son bunker à l'idée de subir proportionnellement à la gravité de ses crimes, les supplices qu'il infligeait au peuple tchadien depuis 27 ans. Après son sauvetage, le despote Déby s'était lancé dans une vengeance terrifiante, haineuse et sanglante : tous ceux qui avaient des liens familiaux, des proches, amis ou soupçonnés d'intelligence avec les Leaders des Forces de résistance nationale, avaient été assassinés ou embastillés.

Au Burkina Faso, le pilier de l'impérialisme français en Afrique de l'Ouest, Blaise Compaoré, par ailleurs assassin du héros africain Capitaine Thomas Sakanra, fut discrètement exfiltré du pays en 2014, face à l'insurrection populaire qui a failli l'anéantir. Le criminel est évidemment absout de la justice(CPI), instrument des puissances impérialistes destiné à embastiller plus particulièrement les dirigeants du sud insoumis à l'instar du Président Laurent Gbagbo de Côte-d'Ivoire .



Ce n'est pas par pure coïncidence si aujourd'hui, l'assassin Blaise Compaoré vit en toute quiétude en Côte d'Ivoire dirigée par l'un de nouveaux piliers de la Françafrique Alassane Ouattara.

3- Les puissances impérialistes occidentales absolvent de la justice (CPI) leurs progénitures, les dictateurs présidents africains.

Les faits susmentionnés attestent incontestablement que la CPI est un Tribunal au service des puissances impérialistes car foncièrement raciste à l'égard de l'Afrique. Sa partialité se traduit par son refus de juger des dirigeants occidentaux qui ont par ailleurs, commis des crimes contre l'humanité dans les pays du sud.

Le cas de l'ancien président français Nicolas Sarkozy, l'assassin du Leader africain de Libye, le Colonel Kadhafi, en est une preuve comme l'ont souligné les médias [Sources: *Le Point* du 02.10.2012, *La Tribune Afrique* du 30/11/2017].

Nous osons espérer que la plainte de la coalition de 1873 ONGs africaines regroupées au sein de la (*Coalition pour la défense de l'Afrique*) contre l'ancien Président français Nicolas Sarkozy pour déstabilisation de l'Afrique et assassinat du Colonel Kadhafi, serait l'occasion pour la CPI de prouver démontrer son impartialité. La célérité et la sévérité avec lesquelles les dossiers des africains (condamnés par ailleurs par anticipation), seraient aussi au rendez-vous suite à la plainte contre l'ancien président français Nicolas Sarkozy. Let's wait and see.

Rappelons que la CPI spécialisée dans le jugement des dirigeants du sud insoumis (par exemple le Président Laurent Gbagbo) ou ceux désignés par les puissances impérialistes comme tels, absout de la justice tous les dictateurs africains valets de l'impérialisme, par ailleurs coupables de crimes contre l'humanité. C'est suivant cette logique de partialité impériale qu'on assiste à l'impunité accordée

- **au dictateur Faure Essozimna Gnassingbé du Togo, malgré les assassinats de 1100 togolais en 2005**, pendant la parodie d'élection présidentielle.
- **au tyran Général président Sultan Déby du Tchad, coupable de la mort de 30000 tchadiens en 25 ans de pouvoir** selon les estimations des organisations des droits de l'Homme. Ce bilan macabre est largement dépassé car il trône sur le pays depuis 27 ans avec pour conséquences plus de 30000 morts à son actif selon les organisations de défense des droits de l'Homme.

Ces deux auteurs de crimes contre l'humanité au Togo et au Tchad devraient en toute équité être jugés par la CPI. Mais hélas, pour les puissances impérialistes occidentales, ces crimes commis au nom de la défense des intérêts de l'impérialisme français et pour maintenir l'ordre colonial, sont des ordres légaux de missions commandées.

La justice, plutôt l'injustice est la norme imposée dans les relations internationale par les puissances impérialistes occidentales.

Il est révoltant de constater la suprématie du droit de la Force des puissances impérialistes occidentales, se substituer à la légitime Force du droit international.

Les peuples opprimés n'accepteront jamais cette parodie de justice internationale de la prétendue « Communauté internationale ».

Dans les deux cas l'impunité garantie aux « Gouverneurs-délégués généraux de la France » en Afrique, les conforte à poursuivre impétueusement leurs crimes contre l'humanité.

Ces faits gravissimes de complicité criminelle entre les puissances impérialistes et les dictateurs africains protégés, devraient plutôt susciter scepticisme légitime des Leaders de l'opposition africaine. Cependant, certains d'entre eux qualifient péremptoirement de « favorables » aux revendications des peuples les déclarations lénifiantes des dirigeants occidentaux. Ces derniers, inconditionnels des bourreaux des peuples n'appliquent que pure stratégie, afin de faire gagner de temps à leur poulain acculé par l'insurrection du peuple.

Ces déclarations lénifiantes sont en réalité une soupape de sécurité destinée à faire baisser la pression populaire dans l'urgence, et puis progressivement la réduire au niveau antérieure de la norme françafrique d'asservissement.



Les peuples togolais, tchadiens et africains ont pris conscience de ces subterfuges de la stratégie des puissances impérialistes, qui, jamais n'accepteraient de sacrifier leurs intérêts de domination, de pillages, et d'exploitation capitaliste du continent africain.

Toutes leurs manœuvres diplomatiques et politiques prétendant « ramener la paix » entre les peuples insurgés contre la tyrannie la paupérisation et les prédateurs dirigeants, alliés des puissances dominantes occidentales, ne sont que imposture de la prétendue défense de la « démocratie ». En effet, la solution insidieusement pilotée par les puissances occidentales a pour objectif d'assurer la pérennité de l'ordre néocolonial. Par le truchement de certains dirigeants de la Françafrique qualifiés de « sages », qui mèneraient des médiations entre les peuples et les dirigeants tortionnaires, on aboutit aux pseudos « consensus », qui sont de facto des véritables compromissions.

Les légitimes revendications des peuples pour lesquelles des milliers de citoyens furent assassinés sont trahies. L'ordre néocolonial capitaliste maintenu et renforcé sous le vocable de « démocratie consensuelle et participative ».

La nouvelle stratégie de la Françafrique c'est d'élargir les effectifs de sa basse opérationnelle afin de remplacer la vieille génération des « Gouverneurs délégués de la France en Afrique ».

Certains nouveaux pseudos opposants ou leurs taupes infiltrées au sein de la vraie opposition, sont formatés pour casser la dynamique insurrectionnelle populaire. Ils intègrent les prétendus « Gouvernements d'« union » ou de « réconciliation » après les médiations. Ces opportunistes appelés « entristes » ou « ventrologues » (faire la politique du ventre c'est entrer dans les gouvernements pour se servir). Leur présence au sein de ces gouvernements initiés par la Françafrique, n'est que de la figuration pour cause des compromissions, de trahisons des revendications populaires. Ces « Gouverneurs-délégués généraux de la France » en Afrique, fidèles gardiens des intérêts et temple colonial, exécutent la mission qui leur est confiée : la destruction de l'élan de l'insurrection populaire et maintenir l'ordre néocolonial.

4- Les peuple togolais et tchadiens veulent librement et démocratiquement choisir leurs dirigeants, leurs systèmes politiques et défendre leurs propres intérêts.

L'impérialisme français a imposé depuis 50 ans au peuple de Togo, la dictature familiale présidentielle des Gnassingbé. Le Génocide du peuple se poursuit impétueusement.

Au Tchad, le peuple vit une situation similaire depuis 27 ans sous la férule criminelle du dictateur Général président Déby. Dans une interview accordée aux médias « RFI-TV5-Le Monde » le 26-06-2017, le dictateur Général Président Déby déclare à la face du monde que c'est la France qui l'a poussé à rester au pouvoir : « *J'aurais souhaité m'arrêter en 2006 après mon second mandat. J'aurais alors cédé le pouvoir. Mais la guerre a éclaté. Des mercenaires ont attaqué N'Djamena. Et alors que je ne le voulais pas, la France est intervenue pour changer la Constitution. Il y a un constitutionnaliste dont je ne connais même pas le nom qui est venu ici. J'ai dit que je ne voulais pas changer la Constitution mais ils sont passés par leurs arcanes et ont changé la Constitution* ».

Cette déclaration solennelle et gravissime confirme avec force, si besoin en était que l'impérialisme français continue de gouverner ses anciennes colonies d'Afrique, plus de 50 ans après les indépendances fictives.

Le tyran Général Président Déby confirme ainsi qu'il n'est qu'une pauvre marionnette, un soldat discipliné et loyal, un exécuter zélé des ordres et gardien des intérêts de la France et non ceux du peuple tchadien.

Cette cruelle réalité de la mainmise de l'impérialisme français sur nos états par l'entremise de ses « Gouverneurs-délégués généraux africains » est inadmissible pour les peuples africains.

Ces Gouverneurs-Délégués Généraux de la France en Afrique sont des traîtres, des collabos des forces du mal, opposés impitoyablement aux intérêts des peuples, à la souveraineté nationale. Pour eux, seul compte le parapluie militaire de l'impérialisme français qui garantit la pérennité de leur pouvoir.



Ces mercenaires n'auront jamais la confiance des peuples pour cause des crimes contre l'humanité qu'ils ont commis. La seule solution idoine des suppliciés c'est de mettre or d'état de nuire par tous les moyens y compris militaires leurs bourreaux. C'est une question de survie des peuples et des nations. Les constitutions du Togo et du Tchad les autorisent à appliquer la légitime défense afin de se libérer de l'asservissement des régimes tyranniques. En effet, il serait judicieux de rappeler que les **constitutions du Togo de 1992 et du Tchad de 1996** stipulent respectivement dans leurs préambules l'aspiration inaliénable des deux peuples à la démocratie par tous les moyens : **[« proclamons solennellement notre ferme volonté de combattre tout régime politique fondé sur l'arbitraire, la dictature, l'injustice »] , et [« Proclamons solennellement notre droit et notre devoir de résister et de désobéir à tout individu ou groupe d'individus, à tout corps d'Etat qui prendrait le pouvoir par la force ou l'exercerait en violation de la présente Constitution].**

De plus, la Déclaration universelle d'Alger des droits des peuples du 04 juillet 1976 des pays non-alignés, stipule notamment en ses articles 5 et 6 : *« Tout peuple a un droit imprescriptible et inaliénable à l'autodétermination. Il détermine son statut politique en toute liberté, sans aucune ingérence étrangère extérieure », « Tout peuple a le droit de s'affranchir de toute domination coloniale ou étrangère directe ou indirecte et de tout régime raciste ».*

Aucun Homme doté de la moindre conscience d'humanité ne pourrait s'opposer à une telle légitime volonté, une légitime défense qu'aucune force au monde ne saurait faire taire définitivement.

Les peuples togolais, tchadiens et africains prendront leurs responsabilités car l'imposture intellectuelle démocratique, la duplicité malade et criminelle des puissances impérialistes et leurs nervis « Gouverneurs-délégués généraux africains », ne passeront plus jamais. Ça suffit ! Basta !

Les insurrections populaires des peuples togolais, tchadiens et africains sont légitimes. Ce sont des luttes de libération nationale, des luttes pour l'appropriation des ressources nationales, pour la démocratie populaire, la dignité, l'honneur, et le bien-être collectif.

De ce qui précède, notre Parti ACTUS/prpe :

- ▶ réitère son soutien indéfectible et sa solidarité militante au peuple de Togo en lutte pour sa libération. Lutte incarnée par l'unité d'action de la coalition des 14 Partis de l'opposition.
- ▶ demande à la France et aux autres puissances impérialistes occidentales, d'arrêter immédiatement et inconditionnellement leurs soutiens multiformes criminels aux dictateurs, qu'elles imposent contre la volonté des peuples africains.
- ▶ soutient fermement la volonté et les revendications légitimes du peuple togolais mainte fois exprimées lors des manifestations :
 - démission du dictateur Faure Essozimna Gnassingbé,
 - retour à la constitution du 14 octobre 1992,
 - jugement des crimes contre l'humanité commis par la dynastie familiale présidentielle Gnassingbé en 50 ans de règne,
- ▶ demande le jugement inclusif des auteurs des crimes économiques, confiscation de leurs biens mal acquis et rapatriements des capitaux placés à l'étranger
- ▶ exige la libération de tous les détenus politiques et manifestants arrêtés, et leur indemnisation pour préjudices physiques, moraux subis



- ▶ exige l'indemnisation des victimes des répressions militaires (blessés et morts) ou leurs familles
- ▶ Prise en charge médicale intégrale des blessés et handicapés de ces violences militaires.
 - Vive la lutte du vaillant peuple togolais, pour que vive le renforcement des maillons de la chaîne de lutte de libération de l'Afrique contre la domination impérialiste occidentale.
 - Vive le panafricanisme et l'anti-impérialisme pour que naisse les États-Unis d'Afrique (EUA), souverains, indépendants, prospères et puissants.

Le 08 Novembre 2017

Le Secrétaire Général d'ACTUS/prpe
Dr LEY-NGARDIGAL Djimadoum

